

SARL SEITE TY COZ
Kerisnel
29 250 Saint-Pol-de-Léon

1. Résumé non technique

Dans le cadre de son activité de maraichage situé à « Kerisnel » sur la commune de Saint-Pol-de-Léon, la SARL Seité Ty Coz a décidé de réaliser un forage d'eau de 80 m pour sécuriser un forage existant.

Actuellement, les prélèvements réalisés dans le forage existant bénéficient d'une autorisation de prélèvement de 8 000 m³/an. Suivant les années les prélèvements peuvent être réduit à 4 000 m³/an grâce à un système de récupération des eaux pluviales permettant de récolter environ 1 500 m³/an (stockage dans une réserve de 500 m³) et au recyclage des eaux de lavage des cultures maraichères (recyclage de 94 % de l'eau utilisée).

Les futurs prélèvements sont estimés à 5 500 m³/an et seront répartis entre le forage existant et le nouveau forage en fonction des capacités de chaque ouvrage, avec un projet initial de répartition équitable soit 2 750 m³/an sur chaque forage. Les besoins journaliers seront de 15 m³/j pendant 6 mois (d'avril à septembre) et de 8.5 m³/j le reste de l'année (de septembre à avril).

L'utilisation de l'eau des forages sera répartie sur deux secteurs : l'irrigation en plein champ avec un besoin d'environ 3 100 m³/an et pour le lavage des légumes avec un besoin de 2 400 m³/an.

L'eau du forage alimentera la réserve d'eau pluviale de 500 m³ pour lisser les prélèvements et limiter les débits instantanés.

S'agissant d'un ouvrage destiné potentiellement à un prélèvement supérieur à 1 000 m³/an, il est soumis à la rubrique 1.1.1.0 de l'article R214-1 du Code de l'Environnement :

« Code de l'Environnement, Partie Réglementaire, Livre 2 : Milieux physiques, Titre premier : Eau et Milieux aquatiques

...

Article R214-1

...

1. 1. 1. 0. Sondage, forage, y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines, y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau (Déclaration). »

Suivant les résultats obtenus, le prélèvement d'eau fera l'objet d'un dossier de récolement après la réalisation du forage et de la conduite des essais de pompage.

Enfin, s'agissant d'un forage de plus de 50 m destiné à l'approvisionnement en eau, il rentre dans le champ d'application de l'article R122-2 du Code de l'Environnement relatif aux études d'impact des projets de travaux, d'ouvrages ou d'aménagements, avec l'obligation d'un examen au cas par cas pour la réalisation d'une évaluation environnementale.

Pour ce faire, une demande d'examen au cas par cas a été adressée à la DREAL et considéré complet le 23/12/2022. Sur la base des éléments communiqués et figurant dans le présent dossier, l'autorité environnementale a considéré que le projet n'est pas de nature à entraîner des incidences notables sur l'environnement. Dans ces conditions, le projet a été dispensé de la production d'une étude d'impact (cf. arrêté préfectoral du 27/01/2023 portant décision après examen au cas par cas reporté en annexe 1).

L'établissement du dossier de déclaration n'a pas mis en évidence de points particuliers pouvant faire obstacle à la démarche.

Annexe 1 - Arrêté préfectoral du 27/01/2023 portant décision après examen au cas par cas



PRÉFET DE LA RÉGION BRETAGNE

Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement de Bretagne

Arrêté préfectoral portant décision après examen au cas par cas en application de l'article R. 122-3-1 du code de l'environnement

Le Préfet de la région Bretagne

Vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 modifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

Vu le code de l'environnement ;

Vu l'arrêté de la ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer du 12 janvier 2017, relatif au contenu du formulaire d'examen au cas par cas ;

Vu le décret du 28 octobre 2020 portant nomination de Monsieur Emmanuel BERTHIER, préfet de la région Bretagne, préfet de la zone de défense et de sécurité Ouest, préfet d'Ille-et-Vilaine ;

Vu l'arrêté ministériel du 20 septembre 2021 nommant M. Eric FISSE directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bretagne, à compter du 1^{er} novembre 2021 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 22 octobre 2021 portant délégation de signature à M. Eric FISSE, directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bretagne ;

Vu l'arrêté préfectoral du 1^{er} septembre 2022 portant subdélégation de signature à Mme Aurélie MESTRES et M. Yves SALAÜN, respectivement directrice adjointe et directeur adjoint de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bretagne ;

Vu le dossier de demande d'examen au cas par cas n° 2022-010368 relatif au projet de forage d'alimentation en eau au lieu-dit Kerisnem, sur le territoire de la commune de Saint-Pol-de-Léon, déposé par la SARL Seite Ty Coz, reçu et considéré complet le 23 décembre 2022 ;

Considérant que ce projet relève de la catégorie « Forages et mines n° 27 a) - Forages pour l'approvisionnement en eau d'une profondeur supérieure ou égale à 50 m » du tableau annexé à l'article R. 122-2 du code de l'environnement ;

Considérant la nature du projet :

- forage d'une profondeur de 80 m pour un prélèvement annuel prévisionnel de 2 750 m³, en vue de l'irrigation et du lavage de cultures maraîchères, en complément d'un système de récupération d'eau pluviale et d'un forage existant dont le prélèvement annuel passera de 8 000 m³ à 2 750 m³.

Considérant la localisation de ce projet :

- à 290 m d'une zone humide ;
- au sein du bassin versant d'un ruisseau côtier, à environ 2,25 km du littoral.

www.bretagne.developpement-durable.gouv.fr

2022-010368 – Forage d'alimentation en eau au lieu-dit Kerisnem à Saint-Pol-de-Léon (29)

1/3

Considérant que :

- le présent projet n'augmentera pas la pression sur la ressource en eau à l'échelle du bassin versant, du fait de la diminution de la consommation sur le forage existant ;
- des mesures de réduction des impacts potentiels du forage sont portées par les prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral fixant les dispositions applicables dans le département à la réalisation, l'entretien et l'exploitation des forages d'eau souterraine ;
- le projet respectera notamment les règles portées par cet arrêté visant à prévenir la pollution de la nappe par des effluents de surface ;
- le projet respectera également les règles visant à prévenir les intrusions salines au cours de l'exploitation (suivi de la conductivité lors des essais de pompage et au cours de l'exploitation, maintien du niveau de la nappe au-dessus du niveau de la mer) ;
- la distance avec les forages voisins ainsi qu'avec les milieux sensibles environnants est suffisante.

Considérant que le projet, au vu des éléments fournis, n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement au sens de la directive européenne susvisée et ne justifie pas la réalisation d'une évaluation environnementale ;

Arrête :

Article 1^{er}

En application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement, le projet **de forage d'alimentation en eau au lieu-dit Kerisnem à Saint-Pol-de-Léon (29)** est dispensé de la production d'une étude d'impact.

Article 2

La présente décision est délivrée au regard des informations contenues dans le formulaire et ses annexes. Elle peut être remise en cause si les résultats d'études ultérieures mettent en évidence des impacts ou une sensibilité particulière du milieu.

Article 3

Cette décision, délivrée en application de l'article R. 122-3-1 du code de l'environnement, ne dispense pas des autres procédures et autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis. Par ailleurs, l'absence de réalisation d'une étude d'impact ne dispense pas le pétitionnaire de mettre en œuvre les principes généraux énoncés à l'article L 110-1 du code de l'environnement, particulièrement en ce qui concerne le principe d'action préventive et de correction.

Article 4

Le présent arrêté sera transmis au pétitionnaire, avec copie au Préfet du département concerné. Par ailleurs, il sera publié sur le site Internet de la DREAL Bretagne.

Le Préfet,
Pour le préfet et par délégation,

Aurélie MESTRES
aurelie.mestres

Signature numérique de
Aurélie MESTRES
aurelie.mestres
Date : 2023.01.27 15:54:05
+01'00'

www.bretagne.developpement-durable.gouv.fr

2022-010368 – Forage d'alimentation en eau au lieu-dit Kerisnem à Saint-Pol-de-Léon (29)

2/3

Voies et délais de recours

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux formé dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa mise en ligne sur internet.

Lorsqu'elle conclut à la nécessité d'une évaluation environnementale, la présente décision peut également faire l'objet d'un recours contentieux formé dans les mêmes conditions. Sous peine d'irrecevabilité de ce recours, un recours administratif préalable est obligatoire, conformément aux dispositions du VII de l'article R. 122-3-1 du code de l'environnement. Le recours contentieux doit être formé dans un délai de deux mois à compter du rejet du recours administratif préalable.

Recours gracieux ou administratif (hors hiérarchie) :

DREAL Bretagne
Service CoPrEv
Bâtiment l'Armorique
10, rue Maurice Fabre
CS 96515
35065 Rennes cedex

Recours hiérarchique :

M. le Ministre de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires

Recours contentieux :

Monsieur le Président du tribunal administratif de Rennes
Hôtel de Bizien
3, Contour de la Motte
CS 44416
35044 Rennes cedex

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens à partir du site www.telerecours.fr.

www.bretagne.developpement-durable.gouv.fr

2022-010368 – Forage d'alimentation en eau au lieu-dit Kerisnem à Saint-Pol-de-Léon (29)

3/3